Article paru dans al-Roeya (Emirats Arabes Unis) le 29 mars 2022

Points clés

- L'Iran a entrainé le conflit au Yémen d'une guerre civile politique à une guerre sociétale
- Négocier avec les Houthis illustre bien les contradictions de l'administration américaine face au conflit
- J'ai vécu au Liban entre 2003 et 2007 et dès cette date j'ai réalisé que le pays allait dans le mur.
- La dépendance alimentaire du monde arabe dépasse 50% aujourd'hui contre 10% en 1960La cause palestinienne est utilisée comme un prétexte par des régimes qui veulent cacher leurs échecs économiques
- Israël est désormais un « fait accompli » et quiconque demande sa destruction cherche à préserver le climat de guerre

1-Au début, la guerre russo-ukrainienne en cours a clairement révélé que la plupart des pays de la région arabe, y compris les Émirats arabes unis, ont abandonné la politique d'alignement entre le camp occidental dirigé par les États-Unis d'Amérique, et le camp de l'Est mené par la Russie et se sont orientés vers une politique de diversification des alliances et d'entretien de bonnes relations avec tous. Comment voyez-vous cela?

Après un désengagement au Moyen-Orient qui a laissé la Russie et l'Iran sauver le régime de Bachar al-Assad, l'Iran s'implanter au Yémen à travers les Houtis, contrôler l'Irak avec ses milices et enfin le retrait durant l'été 2021 des troupes américaines d'Afghanistan, l'invasion russe de l'Ukraine marque une nouvelle reculade des Occidentaux dans le monde. Il est normal que les alliés des Etats-Unis perdent confiance dans leur volonté de les défendre face à une agression dont ils pourraient être aussi victimes. Par conséquent, il convient de diversifier effectivement de diversifier ses alliances. Pour des pays comme l'Algérie, un ancien allié stratégique de l'URSS, le retour de la Russie sur la scène internationale est très bien accueilli puisqu'il peut de nouveau s'opposer au camp occidental. Pour les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, pays pro-américains depuis toujours, je pense qu'ils voient plutôt dans la Russie une nouvelle puissance médiatrice capable de modérer l'expansionnisme iranien. C'est d'ailleurs la stratégie israélienne à l'égard de la Russie. Lorsque les troupes russes sont intervenues directement en Syrie, en septembre 2015, Netanyahu s'est rendu immédiatement en Russie et obtenir des garanties vis-à-vis de l'Iran. Nous pouvons constater que N. Bennet n'est pas du tout aligné sur les Etats-Unis dans la crise russo- ukrainienne.

2- Il y a des avertissements de graves répercussions négatives, principalement l'incapacité

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

de fournir de la nourriture, qui pourraient affecter la région arabe, en raison de la guerre russo-ukrainienne en cours. Si la guerre dure plus longtemps, comment cela affecte-t-il le monde arabe?

La dépendance alimentaire du monde arabe dépasse les 50% contre 10% en 1960. Elle s'est accentuée en raison de l'urbanisation et de la croissance démographique, et depuis les années 1990 par l'abandon des politiques publiques de soutien à l'agriculture. Seuls les pays du Golfe ont tenté de sécuriser leurs approvisionnements en investissant dans des vastes exploitations agricoles en Afrique orientale. . L'Egypte est le plus gros importateur mondial de blé, le pays dépendait avant le début du conflit à 61 % de la Russie et à 23 % de l'Ukraine pour ses achats à l'étranger. Il lui sera difficile de trouver de nouveaux fournisseurs à un prix raisonnable, en espérant que la récolte mondiale 2022 soit bonne. En Egypte, comme dans de nombreux pays arabe, le pain et la farine sont subventionnés par l'Etat. Il sera difficile de répercuter l'augmentation des prix du blé sans provoquer des émeutes. Par conséquent, cela va entraîner une forte hausse des dépenses budgétaires. Elle sera compensée par l'augmentation des prix des hydrocarbures pour les pays exportateurs. Ce qui est en partie le cas de l'Egypte. Les pays les plus affectés sont le Maroc, la Tunisie, la Syrie, le Liban, le Soudan, le Yémen et la Jordanie.

3- Nous suivons la condamnation par les pays de l'Union européenne de l'invasion russe de l'Ukraine. D'autre part, une enquête de presse a révélé, il y a quelques jours, que 10 pays européens étaient impliqués dans l'exportation de matériel militaire vers la Russie entre 2015 et 2020, malgré l'interdiction par l'Union européenne des exportations d'armes vers la Russie depuis 2014, avec la possibilité de l'utilisation de ces équipements militaires par la Russie à l'heure actuelle contre l'Ukraine. Comment expliquez-vous cette dualité dans les relations européennes avec la Russie?

Durant la période 2015-2020, l'Union Européenne a vendu pour 346 millions d'euros de matériel militaire à la Russie. La France à elle seule pour 152 millions. Le marché russe ne représente que 0,3% des ventes d'armes françaises dans le monde. Il s'agit essentiellement de contrats d'armement de petit matériel (capteurs infrarouge, système de navigation, signés avant que l'embargo européen ne soit déclaré. Au niveau européen les ventes de matériel militaire à la Russie sont ainsi passées de 130 millions d'euros en 2014 (avant l'embargo) à seulement 2 millions en 2020. En 2015, la France a annulé la livraison de deux porte- hélicoptères mistral à la Russie, un contrat de plus de deux milliards d'euros. Il a fallu verser une indemnité d'un milliard d'euro à la Russie pour cela. Les deux navires ont finalement été vendus au rabais à l'Egypte. Par conséquent, nous pouvons dire que l'embargo européen sur le matériel militaire à la Russie est respecté. Nous n'avons pas de dissension sur ce sujet au sein de l'Union Européenne.

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

4- La région du Golfe arabe connaît la poursuite des attaques de la milice terroriste Houthi, soutenue par l'Iran, contre le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ciblant des civils et des infrastructures civiles. La milice terroriste Houthi a rejeté l'initiative du Conseil de coopération du Golfe pour accueillir le dialogue yéménite-yéménite, du 29 mars au 7 avril, à Riyad. Comment voyez-vous ces actes terroristes perpétrés par la milice houthie, et leur opposition à l'initiative susmentionnée qui vise à sortir le Yémen de sa situation actuelle?

Les Houtis sont comme le Hezbollah au Liban un instrument au service de la puissance iranienne. L'Iran utilise les Houtis pour menacer et déstabiliser l'Arabie Saoudite. En 2014, l'objectif premier de l'Iran était d'obliger l'Arabie Saoudite à se détourner du conflit syrien, à ne plus soutenir la rébellion syrienne. Dans un deuxième temps, l'Iran a fourni aux Houtis des drones et des missiles balistiques capables de frapper les infrastructures pétrolières et gazières de la péninsule arabique, les aéroports et désormais les centres-villes, comme ce fut le cas à Abou Dhabi en janvier dernier lors de la visite du Président israélien. L'objectif est de créer une insécurité dans un des pays le plus sûr au monde pour détourner de lui les investissements étrangers et les touristes, dont on connaît la volatilité en cas de conflit. Quant à l'Arabie Saoudite, si sa capacité d'exportation pétrolière était paralysée, cela provoquerait une forte augmentation des prix du pétrole dont profiteraient l'Iran et la Russie. Dans une période où les Occidentaux cherchent à se passer des hydrocarbures russes, une réduction des exportations saoudiennes serait une catastrophe.

Dans ces conditions, comment voulez-vous que les Houtis participent sérieusement à un dialogue yéménite-yéménite ? L'intérêt de l'Iran, et de la Russie, est de conserver un bastion houti lanceur de missiles sur l'Arabie Saoudite et les EAU. L'Iran s'efforce de ramener les Zaydites dans la famille chiite et de bloquer tout rapprochement avec les Sunnites. Depuis 2017, la ligne de front est quasi stable au Yémen, car elle repose sur la frontière communautaire entre Zaydites et Sunnites. Si les Houtis l'emportent à Maarib, cela se traduira par l'expulsion de la population sunnite de la région. La seule condition pour contrôler durablement ce territoire et ses ressources en hydrocarbures pour les Houtis. L'Iran a poussé le conflit au Yémen à évoluer d'une guerre civile politique à une guerre communautaire, seule capable de diviser durablement le pays et de permettre le maintien de la mainmise iranienne sur l'ancien Yémen du Nord.

5- Les Libanais vivent au milieu de nombreuses crises complexes et étouffantes, dont la base est la crise financière. Selon vous, quelles sont les voies à suivre pour sortir le Liban du tunnel obscur?

J'ai vécu au Liban entre 2003 et 2007. Dès cette époque, j'avais compris que le Liban allait

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

dans le mur. En 2005, le Liban venait de se libérer de la tutelle syrienne grâce à la pression de la France et des Etats-Unis. Mais la guerre de l'été 2006 a restauré le pouvoir du Hezbollah au Liban, soutenu paradoxalement par l'argent du Qatar qui voulait prendre le contre-pied de la politique saoudienne. Face au Hezbollah, Saad Hariri n'a pas été à la hauteur. Il s'est englué dans l'affairisme au lieu de construire un Etat. Il a dilapidé l'aide financière de l'Arabie Saoudite, pensant que cette rente stratégique n'aurait pas de fin et qu'il était indispensable. Quelle ne fut pas sa désillusion en 2017, lorsqu'il s'est retrouvé en résidence surveillée à Ryad. Dès lors, privé du soutien des pays du GCC, le système financier libanais à bout de souffle à commencé à dérailler. La diaspora libanaise a perdu confiance dans les banques et à elle aussi réduit ses dépôts malgré des taux d'intérêts trop élevés pour être honnête. L'Etat libanais est tout simplement en faillite à force d'avoir fait des chèques sans provision pour alimenter la gabegie et la corruption. Le communautarisme politique bloque toute réforme de l'Etat car cela remet en cause le fragile équilibre politique. Et, in fine, les Libanais ont vécu au-dessus de leurs moyens depuis la fin de la guerre civile, convaincus que le Liban allait redevenir la Suisse du Moyen-Orient. Or, cette époque est révolue, la Suisse du Moyen-Orient c'est désormais les Emirats Arabes Unis. Beyrouth n'est plus la porte d'entrée du Moyen-Orient ni le hub régional, Dubaï et Jebel Ali ont pris la place. Le Liban aurait dû avoir des ambitions plus modestes après la guerre afin que le pays se reconstruise sur des bases concrètes et non pas sur un mirage. Il en paye le prix aujourd'hui.

Comment peut-il sortir du tunnel aujourd'hui ? Je ne suis guère optimiste. Le Liban a le choix entre le protectorat iranien ou la guerre civile. Si cette dernière n'a pas éclaté c'est sans doute parce que les adversaires du parti de Nasrallah n'osent pas l'attaquer en raison de sa force. Ils n'auraient d'ailleurs guère de soutien de la part des Occidentaux comme en témoignent les reculades en Afghanistan et en Ukraine. Quant à l'Arabie Saoudite, j'ai l'impression qu'elle considère le Liban également comme perdu. Elle a été profondément déçue par Saad Hariri malgré les milliards de $ qu'elle a déversés sur le Liban pour lui assurer une majorité au parlement à lui ainsi qu'à son père. Quant aux Occidentaux, ils sont aussi fatigués de renflouer régulièrement le Liban : Paris 1,2,3 et ensuite Cèdre 1 et 2, des aides économiques qui se sont évanouies sans résultat concret. Il n'y aura donc pas de plan de secours au Liban avant que l'Etat n'ait assaini ses finances et que la classe politique libanaise cesse son attitude prédatrice. Entre temps, la situation économique va continuer de se dégrader, les élites intellectuelles et économiques à quitter le pays, en particulier la jeunesse qui ne veut pas sacrifier son avenir dans un pays autant verrouillé.

6- La Libye connaît un état d'impasse politique, de lutte pour le pouvoir, de division institutionnelle et l'échec de l'organisation des élections présidentielles de décembre dernier, ce qui a frustré les Libyens, qui avaient espéré reconstruire leur pays après de longues

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

années de violence et de destruction. De quoi la Libye a-t-elle besoin aujourd'hui, pour le retour de la stabilité politique et d'une vie normale dans le pays?

La Libye est comme le Liban, la Syrie et le Yémen, un pays sous occupation étrangère, pris dans une crise internationale et dont l'issue échappe donc aux Libyens. La Turquie et la Russie sont devenus les acteurs majeurs de la crise libyenne. Leurs objectifs sont de s'approprier les richesses pétrolières du pays, directement pour la Russie et indirectement via la reconstruction pour la Turquie. Il s'agit aussi de menacer l'Europe avec le chantage migratoire. La Turquie est devenue experte en ce domaine depuis 2015 où elle a laissé un million de Syriens traverser la mer Egée jusqu'à ce qu'elle obtienne une aide économique européenne et son silence face à la répression contre les Kurdes. Désormais, elle peut aussi actionner ce levier migratoire depuis la Libye. Quant à la Russie, elle compte également installer des bases militaires en Libye et se servir du pays comme porte d'entrée vers l'Afrique Subsaharienne afin d'en expulser la France, comme c'est le cas déjà au Mali.

Dans l'idéal, la Libye a donc en premier lieu besoin de se débarrasser des forces turques et russes qui ne sont pas là dans le but de restaurer la souveraineté du pays mais de se la partager. Ensuite, il faudrait que l'Est (la Cyrénaïque) et l'Ouest (la Tripolitaine) libyens trouvent un terrain d'entente, qui pourrait passer par une solution fédérale voire confédérale. Ensuite, seulement nous pouvons envisager des élections au sein de ces deux entités. Une supervision internationale est indispensable, elle pourrait échoir à la ligue arabe avec un mandat de l'ONU. Mais cela reste une solution utopique, car j'imagine mal la Russie et la Turquie quitter volontairement la Libye, les intérêts économiques et stratégiques sont trop importants pour cela.

7- La région arabe est divisée sur les relations avec Israël; des pays arabes qui étaient convaincus de la nécessité de traiter avec Israël et qui ont normalisé ou renoué les relations avec Israël et commencé à coopérer avec l'État hébreu dans divers domaines et d'autres pays arabes qui refusent de traiter avec Israël et considèrent en tant qu'occupant des territoires palestiniens. Dans un contexte où Israël est considéré comme un État existant dans le temps et dans l'espace, avec une influence mondiale et une grande expertise dans divers domaines et dans un contexte où il a été constaté que la solution la plus efficace au conflit israélo-palestinien est la solution de deux États vivant côte à côte, le refus d'un groupe de pays arabes de traiter avec Israël est-il devenu une question qui n'a plus aucun sens dans le contexte actuel?

Le refus de traiter avec Israël n'a aucun sens en effet. L'Etat Hébreux existe depuis bientôt trois quart de siècle et il ne va pas disparaître, quoi qu'en pense l'Iran et ses alliés. La cause palestinienne est instrumentalisée par des régimes qui veulent cacher leurs échecs

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

économiques. Lorsque je vivais en Syrie dans les années 1990, tout était la faute d'Israël : le mauvais état du réseau routier, la faiblesse des salaires des fonctionnaires, les trains en retard, l'absence de touriste, la sécheresse, etc. En fait, si Israël n'existait pas il aurait fallu l'inventer pour que le régime d'Hafez al-Assad à l'époque puisse justifier de ses déboires économiques et de sa répression. Critiquer le régime d'Hafez al-Assad revenait à contester la lutte contre « l'ennemi sioniste », quasiment un blasphème. J'ai retrouvé le même argumentaire à Cuba où tout est mis sur la faute du blocus américain, alors qu'il faudrait s'interroger sur les ravages du système communiste dans le sous-développement de l'île.

Les régimes qui refusent la normalisation avec Israël sont donc ceux qui ont besoin d'un bouc émissaire pour justifier auprès de leur population leurs échecs. Ils se moquent de la cause palestinienne et contribuent par leur jusqu'au boutisme, en prônant « la destruction d'Israël », à entretenir un climat de guerre au Moyen-Orient. Pendant ce temps, la région prend du retard vis-à-vis du reste du monde au lieu de profiter de la complémentarité économique que lui offre Israël. Cela pourrait l'aider à combler son énorme déficit dans la recherche et développement, condition indispensable pour maintenir son rang dans l'économie mondiale. Il faut aussi relever le défi du réchauffement climatique qui affecte profondément le monde arabe. En échange, ce dernier peut aider Israël à appliquer la solution des deux Etats, la seule qui soit réaliste.

8- Récemment, le dirigeant de Dubaï, Son Altesse Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, a appelé à la nécessité de l'union des pays arabes. Comment évaluez-vous les relations entre les pays arabes?

Depuis la fin de la guerre froide, les pays arabes n'ont jamais été autant divisés qu'aujourd'hui. Cela témoigne d'un retour d'un conflit mondial entre le monde occidental (Amérique du Nord et Europe) et le bloc eurasiatique naissant (Russie, Chine, Iran) avec une Turquie qui balance entre les deux. Les rivalités entre les pays arabes sont accentuées par ce retour d'une conflictualité à l'échelle mondiale. S'il ne veut pas être le théâtre d'un affrontement entre ces deux blocs, il a besoin de s'unir pour résister à ces pressions et régler en interne ses différentes crises, en particulier le Yémen, la Syrie et la Libye. Le processus d'intégration régionale, à travers le GAFTA (Great Arab Free Trade Agreement) qui avait été lancé avant le « printemps arabe » au sein du GCC puis étendu aux pays arabes voisins, me paraissait une excellente solution pour aplanir les conflits internes.

9-L'administration du président américain, Joe Biden, est revenue sur la désignation de la milice Houthi comme organisation terroriste et l'Occident a des positions qualifiées d'«hésitantes» face au terrorisme de la milice Houthi au Yémen. Les États-Unis d'Amérique, et l'Occident, doivent-ils faire preuve d'un plus grand engagement pour la sécurité de la

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

région du Golfe arabe, qui est une région importante et qui a un impact sur le monde entier, notamment au niveau énergétique?

La question des Houtis illustre bien les contradictions de l'administration américaine vis-à-vis de la résolution d'un conflit. Elle hésite entre les considérations humanitaires et la défense d'intérêts stratégiques vitaux. Les Houtis menacent la sécurité du détroit de Bab el-Manded, une des principales voies maritimes au monde. Or nous avons vu précédemment que les Houtis sont un instrument entre les mains de l'Iran qui menace la stabilité de la péninsule arabique. On peut comprendre que les EAU et l'Arabie Saoudite soient donc fâchés par ces nouvelles hésitations américaines à l'égard des Houtis. En 2017, lorsque je travaillais à Washington, je me souviens très bien de la retenue de l'administration américaine vis-à-vis de la stratégie militaire de la coalition anti-Houti, en particulier le blocus du Nord Yémen, et qui a sans doute empêché sa victoire à l'époque. Ce fut une erreur majeure.

Il faut espérer que la crise en Ukraine face prendre conscience aux Occidentaux qu'il faut se battre sur tous les fronts contre l'axe eurasiatique. Certes, cela va causer des victimes civiles et mettre à mal la bonne conscience humanitaire, mais nous n'avons pas le choix. Le camp d'en face ne s'embarrasse pas de ces considérations et cible délibérément les civils pour obtenir la soumission des populations. L'administration de Joe Biden est trop influencée par l'idéalisme en politique étrangère alors que la realpolitik a fait son retour en force depuis une décennie déjà.

Entretien réalisé par Sami Joulal

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com